ePublishing

The Historical Review/La Revue Historique

Vol 15 (2018)

Review of: Pascal Firges, French Revolutionaries in the Ottoman Empire: Diplomacy, Political Culture, and the Limiting of Universal Revolution, 1792–1798

Georges Koutzakiotis

doi: 10.12681/hr.20457

Copyright © 2019, Georges Koutzakiotis

This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0.

To cite this article:

Koutzakiotis, G. (2019). Review of: Pascal Firges, French Revolutionaries in the Ottoman Empire: Diplomacy, Political Culture, and the Limiting of Universal Revolution, 1792–1798. *The Historical Review/La Revue Historique*, *15*, 324–327. https://doi.org/10.12681/hr.20457

https://epublishing.ekt.gr | **e-Publisher:** EKT | **Downloaded at:** 27/01/2026 03:56:18

Pascal Firges,
FRENCH REVOLUTIONARIES IN THE OTTOMAN EMPIRE: DIPLOMACY, POLITICAL CULTURE, AND THE LIMITING OF UNIVERSAL REVOLUTION, 1792–1798,
Oxford: Oxford University Press, 2017, 304 pages.

Publié dans une élégante édition, cet ouvrage traite à fond d'un sujet qui n'a pas été étudié de façon satisfaisante jusqu'à aujourd'hui: la relation entre la France révolutionnaire et républicaine avec un État despotique situé à l'autre bout de l'Europe, l'Empire ottoman. Dans les grandes lignes, il s'agit d'un livre bien écrit, bien construit, richement documenté, qui examine: a) les relations diplomatiques franco-ottomanes au cours des quelques années de cette Révolution qui allait s'avérer déterminante pour l'avenir de l'Europe mais aussi du monde entier; b) la situation des communautés françaises installées sur le territoire du sultan pendant cette période de troubles dans leur patrie. Plus précisément, l'étude couvre le laps qui va de 1792 à 1798, notamment les années 1793–1795. L'an 1792 marque le terme de l'Ancien Régime diplomatique, à savoir la diplomatie française contrôlée par le roi; en 1798 l'invasion française de la province ottomane d'Égypte interrompt pour la première fois la relation franco-ottomane qui avait duré fidèlement deux siècles et demi. Cette invasion, constate Pascal Firges, "n'était pas causée tant par des intentions anti-ottomanes que par la rivalité avec la Grande-Bretagne" (p. 250).

Le livre est divisé en trois parties, chacune composée de trois chapitres. La première partie relate l'histoire des relations diplomatiques du gouvernement révolutionnaire français avec la Sublime Porte de 1792 à 1798: les événements dramatiques survenus entre l'été de 1792 et celui de 1793, lorsque pas moins de huit personnes, partisans du roi ou des révolutionnaires, revendiquèrent la représentation des intérêts français dans la capitale ottomane, sans pouvoir néanmoins empêcher la fermeture de l'ambassade; la neutralité, précieuse pour les révolutionnaires, de la Sublime Porte dans la Guerre de la première coalition, en dépit des efforts coordonnés des diplomates des États alliés à Constantinople, afin de susciter chez le sultan une attitude hostile envers le gouvernement français; les tentatives infructueuses du représentant accrédité de ce dernier afin d'obtenir la signature d'une alliance offensive franco-ottomane; la réouverture de l'ambassade et la reconnaissance officielle par la Porte du représentant français (1795); enfin, la transformation progressive de la République française victorieuse en État expansionniste et la modification graduelle de sa politique, qui la conduisit à l'expédition d'Égypte.

Dans la deuxième partie, Firges étudie les différents aspects de la politique extérieure et de la pratique diplomatique des révolutionnaires français tant à Paris qu'à Constantinople. Au cours de la Terreur (5 septembre 1793–28 juillet 1794), les cinq "fondements provisoires de la diplomatie" décidés par le Comité de salut public ou la nouvelle politique diplomatique – "la diplomatie des canons" – proclamée par Bertrand Barère à la Convention nationale n'eurent pas de contre-coup sur les relations des révolutionnaires avec l'État despotique du sultan. D'ailleurs, la figure de proue du régime de la Terreur, Maximilien Robespierre, rejetait toute guerre de conquête ou guerre de libération de peuples étrangers, tandis que le Club des Jacobins soutenait que les Français devaient d'abord lutter pour la liberté de leur propre pays. La nouvelle culture politique des révolutionnaires n'influa pas non plus sur la pratique diplomatique sur le territoire du sultan. La corruption des dignitaires ottomans se poursuivit, tandis que le rituel diplomatique et l'étiquette de l'Ancien Régime, qui avaient été jugés ridicules et absurdes, furent finalement adoptés pour que les révolutionnaires puissent approcher le côté ottoman. En effet, ce dernier devait être persuadé qu'il n'avait rien à craindre des idées révolutionnaires, perspective que répandaient les diplomates des États de l'alliance contre la France à Constantinople. Afin de contrer cette propagande, l'envoyé français Descorches éditera un journal imprimé puis des bulletins manuscrits en diverses langues.

La troisième partie examine les changements survenus dans le régime et la vie des communautés françaises situées en territoire ottoman au cours des années 1792–1795. Tout d'abord, l'auteur souligne que le statut de ces communautés ne fut pas influencé par les changements radicaux opérés dans la métropole, dans la mesure où l'ordonnance royale du 3 mars 1781, qui déterminait le cadre juridique des Échelles, n'avait pas été remplacée. Pourtant, le retard de l'application des lois révolutionnaires provoqua les réactions des républicains fanatiques tels que les Jacobins de Constantinople, qui accusaient Descorches de trahison: ce dernier calma les esprits en éditant divers textes et en invitant à un dialogue public. Les dignitaires du gouvernement français du Levant, après s'être entendus avec leurs supérieurs hiérarchiques, firent preuve d'une attitude modérée face aux membres de l'Église catholique et aux émigrés, afin d'éviter l'apostasie. Néanmoins, l'instrument d'imposition fondamental de la nouvelle administration allait être la propagande de la nouvelle culture politique: l'introduction des symboles républicains, les fêtes révolutionnaires, le culte de l'Être suprême et les décadis. Quoi qu'il en soit, le "facteur ottoman", particulièrement la peur d'une intervention des Ottomans, était principalement ce qui dissuadait des extrêmes (p. 190).

L'Empire ottoman, ainsi que le note justement Firges (p. 4, n. 11), constituait un empire européen, puisqu'il comprenait des parties de l'Europe et qu'il était également habité par des populations chrétiennes. Mais l'auteur, bien qu'il qualifie de problématique l'usage en opposition des termes "Européens"

et "Ottomans", l'adopte finalement, "faute d'une meilleure terminologie". En outre, bien que le titre de la publication soit *French Revolutionaries in the Ottoman Empire*, l'Empire ottoman est presque exclusivement représenté dans l'ouvrage par la Sublime Porte. On "n'entend" pas les "voix" des sujets ottomans: on repère seulement quelques mentions générales à la "grande majorité des sujets ottomans" (p. 43), aux "larges portions de la population ottomane" (p. 55), ou au "public ottoman (informé des affaires politiques)" (p. 53, 58). En ce qui concerne les sujets chrétiens du sultan, Firges reproduit deux témoignages qui sont des stéréotypes de l'époque: "Les non-musulmans, hormis certains membres de la communauté juive, étaient grandement fanatisés contre la République française par leurs prêtres" (Descorches); "il tenait les Grecs pour être principalement hostiles aux Français, tandis que les Turcs ottomans étaient généralement davantage en leur faveur" (Bremond). L'auteur semble ignorer: a) les cas de Constantin Stamaty, de Panagiotis Kodrikas ou de Dimitrakis Tournavitis (Dimitri-Polydamas Tournaviti), ami de Rigas Velestinlis, qui exécutèrent diverses missions secrètes pour le compte du ministère des Affaires étrangères de France;[1] b) la contribution des marins et des commerçants grecs à l'approvisionnement de Marseille en blé et l'aide qu'ils fournirent à la circulation de la correspondance diplomatique française au cours du blocus de la cité phocéenne par les Anglais.[2]

L'étude exhaustive de Firges remet certes en question "la croyance commune que les révolutionnaires français étaient des 'croisés' ou des 'révolutionnaires du monde'". Pourtant, la constatation de l'auteur que "quiconque tentait de propager la révolution parmi les sujets ottomans n'était pas un bon révolutionnaire, mais un traître à la cause républicaine française" (p. 250) semble également absolue, si l'on prend en compte les cas des agents secrets grecs cités plus haut, mais aussi ceux des marins grecs anonymes dont B. Barère

[1] Sur Stamaty et Kodrikas, voir principalement Jules Lair et Émile Legrand (éd.), *Documents inédits sur l'histoire de la Révolution française: Correspondances de Paris, Vienne, Berlin, Varsovie, Constantinople*, Paris: Maisonneuve, 1872; Spyridon G. Pappas, *La France et la Grèce à l'époque du directoire*, Athènes: Édit. du Monde hellénique, 1907; Maurice Degros, "Les consulats français du Levant pendant la Révolution", *Revue d'histoire diplomatique* 103 (1989), pp. 103–105; sur Tournavitis, voir Émile Gaudin, *Du soulèvement des nations chrétiennes dans la Turquie européenne*, Paris: Trouvé, 1822, p. 21. Voir aussi Paschalis M. Kitromilides, "La Révolution française dans le Sud-est de l'Europe. La dimension politique", in *La Révolution française et l'hellénisme modern: Contribution hellénique à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française. Actes du IIIe Colloque d'Histoire (Athènes 14–17 octobre 1987)*, Athènes: Centre de recherches néo-helléniques, 1989, pp. 223–245.

[2] Voir principalement N. G. Svoronos, "Les Marins grecs au service de la première République française", *France-Grèce* 4 (1953), pp. 11–12, 26–28; Pierre Échinard, *Grecs et Philhellènes à Marseille de la Révolution française à l'Indépendance de la Grèce*, Marseille: s.n., 1973, pp. 3–26.

disait à la Convention nationale: "Ces Grecs assaillis inopinément, au mépris des lois de la neutralité, ont été animés d'une indignation généreuse; et, voyant à leur tête un républicain français, ils se sont rappelés aussi que leurs ancêtres étaient des républicains".[3] La réalité historique est souvent plus complexe qu'on ne l'imagine.

Georges Koutzakiotis

Institut de Recherches Historiques / FNRS

[3] *Réimpression de l'ancien Moniteur depuis la réunion des États-généraux jusqu'au Consulat (Mai 1789–Novembre 1799)*, avec des notes explicatives par Léonard Gallois, t. 19, Paris: Au Bureau central, 1841, p. 169.